

Chili : une page qui ne se tourne pas

Axel Nogué

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/4 Hiver**, PAGES 115 À 126

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304827

DOI 10.3917/pe.224.0115

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-4-page-115?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Chili : une page qui ne se tourne pas

Par **Axel Nogué**

Axel Nogué est doctorant au laboratoire FRAMESPA (France, Amériques, Espagne – Sociétés Pouvoirs Acteurs) de l'université Toulouse-Jean Jaurès.

Le Chili a connu une forte contestation sociale en 2019 et 2020, qui a conduit à la fois à l'ouverture d'un processus visant à remplacer la Constitution de 1980 et à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau président issu de la gauche, Gabriel Boric. Les travaux de la Convention constitutionnelle ont duré plus d'un an et ont abouti à un texte soumis à référendum. La population a rejeté massivement ce projet qui devait acter des avancées sociales majeures et permettre de tourner la page de la période Pinochet.

politique étrangère

Lors du référendum du 4 septembre 2022, les Chiliens ont massivement rejeté le projet constitutionnel qui devait remplacer la Constitution de 1980, héritée de la dictature civilo-militaire d'Augusto Pinochet. Le « non » l'a emporté avec près de 62 % des voix, l'obligation de vote rétablie à cette occasion ayant permis d'atteindre un taux de participation historique de 85,8 %. Rédigé par une Convention constitutionnelle paritaire démocratiquement élue et avec une représentation des peuples autochtones, ce texte devait consacrer des avancées dans le domaine du droit des femmes, de l'éducation, de la santé ou encore en faveur des peuples autochtones¹. Cette décision du peuple chilien marque un coup d'arrêt au processus de bouleversements socio-politiques majeurs que connaît le pays depuis 2019.

Longtemps présenté comme un « modèle », du fait de sa réussite économique et de sa stabilité politique dans une région latino-américaine en proie à des difficultés, le Chili a connu entre 2019 et 2020 une révolte

1. Sur les 19 millions d'habitants que compte le Chili, près de 12 % appartiennent aux peuples autochtones, le peuple mapuche étant le plus important numériquement.

d'ampleur en faveur d'une plus grande justice sociale. Ces mobilisations ont exprimé une colère populaire et une aspiration à des changements profonds. Grandissantes depuis plusieurs années, elles sont parvenues à arracher de haute lutte au gouvernement de droite de Sebastián Piñera la tenue d'un processus constituant. Les Chiliens ont ainsi élu, en mai 2021, une Convention constitutionnelle chargée de tourner la page de la Constitution de 1980 et de définir un nouveau pacte social.

Sept mois plus tard, Gabriel Boric, un jeune militant de gauche partisan d'un changement de Constitution et d'une refonte du modèle socio-économique, remportait les élections présidentielles. Mais alors que le peuple chilien s'était largement prononcé, malgré une forte abstention, en faveur d'une nouvelle Constitution en octobre 2020 et qu'il avait élu un président favorable à un tel changement, il a largement refusé le texte proposé par la Convention. Dans l'attente d'une nouvelle orientation que donnera le gouvernement de Gabriel Boric, la société chilienne est en proie à l'incertitude.

La remise en cause du « modèle » chilien

Au terme de dix-sept années de dictature militaire (1973-1990), le retour de la démocratie au Chili s'opère de manière pacifiée. Il prend la forme d'un pacte entre les élites civiles et les dignitaires militaires, les conditions de la transition étant largement dictées par ces derniers. La Concertation des partis pour la démocratie (*Concertación*) – coalition de centre gauche formée en opposition à la dictature², qui arrive au pouvoir en 1990 et y reste jusqu'en 2010 avant de revenir aux affaires entre 2014 et 2018 – hérite ainsi d'« enclaves autoritaires » qui participent au verrouillage du système politico-institutionnel et limitent la démocratisation du pays.

Principale enclave : la Constitution de 1980. Rédigée par la junte civilo-militaire, elle établit un « système démocratique déficitaire³ ». Par ailleurs, elle consacre une conception subsidiaire de l'État et la primauté du marché dans de nombreux domaines (éducation, sécurité sociale, accès aux biens communs, etc.), soubassements du modèle néolibéral chilien

2. Entre 1990 et 2021, la vie politique chilienne a été dominée par deux grandes coalitions : une coalition de centre gauche (la *Concertación* puis *Nueva Mayoría* à partir de 2013), qui fédère notamment le Parti socialiste et le Parti démocrate-chrétien ; et une coalition de droite (*Alianza* puis *Chile Vamos* à partir de 2015), au pouvoir entre 2010 et 2014 puis entre 2018 et 2022, réunissant l'Union démocrate indépendante, Rénovation nationale, Évolution politique et le Parti régionaliste indépendant démocrate.

3. M. C. Escudero Illanes et J. Gajardo Falcón, « Nueva Constitución y proceso constituyente », *IdeAs*, n° 15, 2020, disponible sur : <http://journals.openedition.org>.

imposé sous la dictature par les *Chicago Boys*⁴. S'ils ont corrigé certaines failles, les différents gouvernements de la transition n'ont pas remis en cause les fondements de ce modèle socio-économique, voire l'ont approfondi à certains égards. Depuis la fin des années 1980, le Chili, dont l'économie repose largement sur le secteur primaire (exportations de cuivre et de lithium, agroalimentaire, sylviculture) et tertiaire, a ainsi connu un fort développement économique, accompagné d'un recul considérable de la pauvreté. Son produit intérieur brut a crû en moyenne de 5,1 % entre 1990 et 2010, tandis que le taux de pauvreté chutait de 39 % à 8,6 % entre 1990 et 2017. C'est dans ce contexte de réussite économique et de stabilité politico-institutionnelle post-dictatoriale qu'a été forgé le mythe du « jaguar » latino-américain, véritable « modèle » chilien à suivre vanté par les organisations internationales. Le Chili est ainsi devenu en 2010 le premier pays latino-américain à rejoindre l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Toutefois, ce développement économique incontestable s'est accompagné d'une concentration extrême de la richesse, faisant du Chili l'un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE : les 1 % les plus riches de la population captent près d'un quart du revenu national. Au-delà des indicateurs macroéconomiques dépeignant un Chili prospère, un malaise s'est progressivement enraciné dans une société où de nombreux pans de la vie ont été confiés au marché et où l'endettement privé est devenu une condition d'accès aux biens et services de base, telles l'éducation ou la santé⁵. Les incertitudes d'une large partie de la population quant à la possibilité d'avoir accès à des soins de qualité, de donner à ses enfants la possibilité de réaliser des études supérieures ou encore la peur de vieillir et de ne pas bénéficier d'une retraite digne ont généré un fort sentiment d'insécurité socio-économique. Dans cette démocratie limitée à sa dimension politico-électorale, où les deux grandes coalitions ont adhéré à un consensus néolibéral, les Chiliens se sont largement détournés de la politique institutionnelle. Cela s'est notamment traduit par une hausse

Le Chili est l'un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE

4. Sous l'impulsion d'un groupe d'économistes influencés par l'œuvre de Milton Friedman (les *Chicago Boys*), le Chili expérimente à partir de 1975, en amont des gouvernements de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, un tournant radical, qualifié de néolibéral, visant à réduire le rôle de l'État dans l'économie et la société. Cela se traduit concrètement par un vaste mouvement de réduction de la dépense publique, de dérégulation et de privatisations. Voir F. Gaudichaud, « La voie chilienne au néolibéralisme. Regards croisés sur un pays laboratoire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2014, disponible sur : <http://journals.openedition.org>.

5. F. Alvear Atlagich, « Longue et sinueuse crise du Chili néolibéral », *La Revue Nouvelle*, vol. 5, n° 5, 2021, p. 37-38.

progressive de l'abstention et une décroissance du nombre de militants. L'incapacité des partis à répondre aux demandes sociales ainsi que la distanciation croissante entre élites politiques et représentés ont nourri une crise de légitimité du système politique, renforcée par des cas de corruption qui ont touché l'ensemble du spectre politique.

Ainsi, à partir des années 2000, des mouvements sociaux divers ont émergé dans la société chilienne, dénonçant les inégalités et les limites du modèle de développement⁶ : mobilisations de mineurs du cuivre contre la précarisation du travail ; mouvements de protection de l'environnement se dressant contre les dégâts générés par l'extraction minière et les pollutions industrielles ; ou encore vaste protestation contre le système de retraite par capitalisation individuelle géré par des fonds de pension, conçu sous la dictature et donnant droit à des retraites insuffisantes pour vivre dignement.

C'est toutefois dans le domaine de l'éducation que les mobilisations ont acquis le caractère le plus massif et la plus grande portée contestataire. D'abord en 2006, au cours de la « révolution des pingouins » où les lycéens protestent contre la privatisation de l'éducation, puis en 2011 lorsque les étudiants du supérieur se mobilisent pour « une éducation publique, gratuite et de qualité », refusant les pratiques lucratives de l'un des systèmes universitaires les plus onéreux de l'OCDE. Ayant recueilli un large assentiment de la population, les mobilisations étudiantes de 2011-2012 ont enraciné une critique des fondements du système éducatif et, plus largement, du modèle socio-économique. Enfin, s'inscrivant dans une vague globale de dénonciation contre le harcèlement et les violences faites aux femmes, dans le sillage de #MeToo puis de *¡Ni una menos!* en Argentine, le mouvement féministe s'est fermement implanté au Chili, d'abord dans les universités puis dans l'ensemble de la société. Ayant culminé au cours du « mois de mai féministe » de 2018, ce mouvement a remis en cause les fondements d'une société patriarcale et conservatrice.

C'est à l'aune de ce contexte de remise en question de l'ordre politique et socio-économique de la transition que doit être appréhendée la révolte de 2019-2020, à l'origine des bouleversements que connaît actuellement le Chili.

6. E. Barozet, « De la transition à l'explosion du 18-O : malaise et rébellion populaire aux portes de la terre promise », *IdeAs*, n° 15, 2020, disponible sur : <http://journals.openedition.org>.

De la révolte sociale de 2019-2020 à la tenue d'un processus constituant

Le 8 octobre 2019, le président de droite Sebastián Piñera se félicitait que le Chili représente « une oasis, avec une démocratie stable au milieu d'une Amérique latine prise de convulsions ». Dix jours plus tard éclatait dans le pays une révolte déversant des millions de personnes dans les rues. La hausse du tarif des transports en commun de Santiago de trente pesos (environ quatre centimes d'euros) déclenchait un soulèvement populaire dans tout le pays, sur fond d'injustices et d'inégalités devenues insupportables pour une grande partie des Chiliens. Cette gronde survenait dans un contexte régional et international marqué par des contestations pour une plus grande justice sociale, de l'Équateur à la Colombie en passant par l'Algérie ou même la France.

Au Chili, les raisons de cette colère, couvant depuis plusieurs années, sont plurielles. De l'inégalité d'accès aux soins dans un système de santé à deux vitesses au système de retraite donnant droit à des pensions misérables pour une grande partie des bénéficiaires, en passant par la privatisation des biens communs comme l'eau, les citoyens chiliens mobilisés pointent, dans la diversité de leurs revendications, les injustices et les abus engendrés par le modèle socio-économique néolibéral⁷. « Le Chili s'est réveillé », scandent les millions de manifestants, suggérant une prise de conscience des effets de ce modèle de développement. Par ailleurs, les mobilisations de 2019-2020, organisées en dehors des partis et des syndicats, font ressortir un profond rejet des partis et des élites politiques, accusés de ne pas être en prise avec les réalités populaires, en écho à un processus national – et global – de rupture entre la société et la politique institutionnelle. Ce rejet généralisé des injustices sociales et cette critique envers les élites s'articulent rapidement avec une remise en cause de la Constitution de 1980, accusée de constituer le soubassement institutionnel de cette structure socio-économique. Bien qu'elle ait été épurée de ses principales dispositions anti-démocratiques, les multiples réformes n'ont jamais modifié la « matrice néolibérale » de la Constitution de 1980⁸. Pour le peuple mobilisé, tout changement structurel nécessite avant tout un changement de Constitution.

Débordé par l'ampleur de ce mouvement social, le gouvernement de Sebastián Piñera lui oppose dans un premier temps une répression violente. L'armée est de retour dans les rues pour la première fois depuis la

7. O. Avendaño, « Estallido social en Chile: Los dilemas políticos desde octubre de 2019 », *Revista de Ciencia Política*, vol. 57, n° 2, 2019, p. 108-111.

8. D. Larrouqué, « L'éveil d'un nouveau Chili », *Études*, vol. 11, 2021, p. 24.

fin de la dictature. De nombreuses violations des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre sont dénoncées par divers rapports internationaux et des centaines de manifestants sont arrêtés. Sous la pression de la rue, le gouvernement s'engage pragmatiquement vers la rédaction d'une nouvelle Constitution. Le 15 novembre 2019, un « Accord pour la paix sociale et une nouvelle Constitution » est signé par la plupart des forces politiques présentes au Congrès, en vue de donner une sortie institutionnelle à la crise. Cet accord est largement dénoncé par des secteurs du mouvement social et de la gauche radicale qui y voient une confiscation, voire une trahison, des revendications populaires par les partis politiques.

Le 25 octobre 2020, les Chiliens approuvent finalement par référendum – en dépit d'une abstention de 49 % – la rédaction d'une nouvelle Constitution (78 %) par une Convention constitutionnelle entièrement élue au suffrage universel (79 %) en mai 2021 – avec une abstention record de près de 58 %. Ce vote ouvre la voie à un processus constituant délibératif animé par une convention paritaire inédite, composée de 155 représentants, dont 17 sièges réservés aux peuples autochtones. Ce processus constituant démocratique représente une rupture dans l'histoire politique chilienne, où les différentes Constitutions depuis l'indépendance du début du XIX^e siècle ont été rédigées par une élite ou imposées par la force, sans réelle participation citoyenne⁹. La composition de la Convention traduit un recul des deux grandes coalitions – de droite et de centre gauche – ayant gouverné le Chili depuis le retour de la démocratie, au profit de candidats « indépendants » (près d'un tiers des sièges de la Convention), apertisans et politiquement très hétéroclites, et des forces de gauche (Front large, Parti communiste, etc.). La Convention ouvre ainsi ses travaux en juillet 2021 dans le vacarme de la campagne présidentielle.

L'élection d'un jeune président de gauche : Gabriel Boric

À l'issue d'une campagne polarisée, Gabriel Boric, âgé de seulement 35 ans, remporte le second tour des élections présidentielles en décembre 2021. Il faisait face au candidat d'extrême droite José Antonio Kast, défenseur de l'héritage pinochétiste incarnant le retour à l'ordre après la révolte populaire ouverte en octobre 2019. La victoire du plus jeune président de l'histoire du Chili n'était pas écrite d'avance, le candidat d'extrême droite étant arrivé en tête au premier tour. Elle est au contraire le fruit d'une mobilisation massive, y compris des partis de l'ancienne *Concertación*, contre le spectre de l'accession au pouvoir de

9. S. Grez Toso, « La ausencia de un poder constituyente democrático en la historia de Chile », *Izquierdas*, vol. 3, n° 5, 2009, p. 2.

l'extrême droite. Au second tour, la participation électorale a ainsi atteint un niveau historique (55,6 % contre 47,3 % au premier tour) depuis la fin du vote obligatoire en 2012, dans un pays où l'abstention et la désaffection envers la politique vont croissant.

En dépit de ce résultat, l'extrême droite et ses thèmes se sont assurément implantés dans le paysage politique chilien. Ils s'insèrent dans une tendance de fond régionale – et globale – de montée en puissance d'une droite radicale déployant un discours autoritaire et conservateur, dans le sillage de Jair Bolsonaro au Brésil. La résurgence de cette extrême droite ainsi que l'élection d'un président issu d'une gauche anti-néolibérale, critique des partis traditionnels de la *Concertación*, confirment le déclin électoral des deux grandes coalitions ayant gouverné le pays depuis le retour de la démocratie au début des années 1990, au profit de forces contestataires. Une recomposition du système politique, longtemps caractérisé par sa bipolarité, est assurément à l'œuvre au Chili.

Souhaitant rompre avec l'héritage socio-économique et politique de la dictature de Pinochet, largement maintenu sous les gouvernements de la transition, Gabriel Boric a été élu à la Moneda sur un programme transformateur – plus modéré au second tour pour capter les votants centristes – de justice sociale. Ce programme intégrait les demandes des mouvements sociaux : avènement d'un nouveau modèle de développement plus respectueux de l'environnement, promotion des revendications féministes et des droits des minorités sexuelles, ou encore extension de l'accès aux droits sociaux largement privatisés au Chili comme la santé, les retraites, l'éducation, etc. Le financement de la reconstruction d'un État-providence s'appuie sur un projet de réforme fiscale visant, entre autres, à taxer davantage les plus fortunés.

Gabriel Boric a été élu à la Moneda sur un programme transformateur

Issu des mobilisations étudiantes de 2011 dont il a été l'un des leaders, Gabriel Boric est d'abord élu député en 2013 dans l'extrême-sud du Chili comme indépendant et sans le soutien des deux grandes coalitions. À partir de 2016, il prend part à la fondation du Front large (*Frente Amplio*), une coalition agrégeant principalement des forces de gauche sous une identité anti-néolibérale et mobilisant une rhétorique de rénovation politique en opposition aux deux grandes coalitions. En novembre 2019, il est signataire, contre l'avis de son parti, de l'« Accord pour la paix sociale et la nouvelle Constitution » qui ouvre la voie au processus constituant. Cet acte, lu par ses soutiens comme une preuve de responsabilité historique

dans un moment critique de l'histoire du pays, lui vaut de virulentes critiques à gauche.

À l'issue des primaires de la gauche en juillet 2021, où il l'emporte largement sur le candidat communiste Daniel Jadue, dans un Chili encore fortement imprégné d'anti-communisme, Gabriel Boric prend la tête d'une alliance réunissant principalement le Front large et le Parti communiste (*Apruebo Dignidad*). Influencé par les expériences de refondation de la gauche chilienne à partir des réalités latino-américaines, critique du dogmatisme et de la verticalité de la gauche orthodoxe, Gabriel Boric incarne une gauche réformatrice, féministe, écologiste, soucieuse du respect des droits de l'homme et de la démocratie¹⁰. À la différence du Parti communiste et d'autres secteurs de la gauche chilienne, il s'est ainsi montré critique des expériences latino-américaines de gauche et de leurs dérives autoritaires attentatoires aux droits de l'homme (Venezuela, Cuba, Nicaragua).

Boric prend les rênes du Chili alors que l'Amérique latine semble connaître un nouveau basculement à gauche (Mexique, Pérou, etc.), après une fin de décennie 2010 qui avait vu un reflux des gouvernements progressistes dans la région. Ne disposant d'une majorité claire ni à la Chambre des députés ni au Sénat, il doit composer un gouvernement de compromis en intégrant, entre autres, des figures de l'ancienne coalition de centre gauche – la *Concertación* – mais en excluant toutefois le Parti démocrate-chrétien, son pilier historique. En mars 2022, à peine investi président, il doit faire face à une série d'éléments conjoncturels qui bousculent son agenda de réformes : une inflation galopante freinant la reprise économique post-pandémique et des épisodes de violence aggravant le sentiment d'insécurité. C'est toutefois le processus constituant, qui arrive à son terme à l'été 2022 et dont le nouveau gouvernement s'est fait le défenseur, qui constitue la première véritable épreuve pour le président.

Les raisons du rejet du projet de nouvelle Constitution

Au terme de près d'un an de travaux, la Convention constitutionnelle a remis au président de la République son projet de nouvelle Constitution le 4 juillet 2022. Reflet d'une Convention dominée par la gauche et des indépendants idéologiquement proches de celle-ci, ce texte était largement imprégné des revendications des mouvements sociaux, féministes et écologistes qui ont agité le Chili au cours des dernières années. Le

10. A. Nogué, « Penser le Chili contemporain au prisme de l'émergence d'une coalition partisane, le *Frente Amplio* », *Revue internationale et stratégique*, vol. 124, n° 4, 2021, p. 36-37.

premier article du projet faisait ainsi du Chili « un État social et démocratique de droit [...], plurinational, interculturel, régional et écologique ».

Consulté par référendum le 4 septembre 2022, le peuple chilien s'est largement prononcé contre ce projet de nouvelle Constitution dans le cadre d'un scrutin obligatoire. Sur un total historiquement élevé de votants (13 millions sur un corps électoral de 15 millions), un peu moins de 8 millions de personnes (62 %) ont rejeté le projet. Le « oui » l'a emporté dans seulement 8 des 346 communes du Chili. La surprise ne porte pas tant sur le résultat, prévu par l'ensemble des instituts de sondage, que sur le pourcentage élevé du rejet. Dès lors, comment expliquer ce refus massif alors que deux ans plus tôt le peuple chilien avait largement approuvé, en dépit d'une forte abstention, la rédaction d'une nouvelle Constitution ?

Cette décision ne peut être interprétée strictement comme une réaction conservatrice à un processus de changements sociaux profonds puisque le camp du rejet a fédéré des acteurs hétéroclites allant de la droite traditionnelle et de l'extrême droite, qui s'étaient initialement opposées au principe même d'une nouvelle Constitution, à certains acteurs de centre gauche qui ont manifesté leur désaccord vis-à-vis d'un texte jugé trop clivant. Ce rejet doit sans doute être lu à l'aune de quatre facteurs imbriqués : le mode de scrutin obligatoire, une Convention constitutionnelle discréditée, un texte maximaliste n'ayant pas su interpréter les aspirations majoritaires de la société chilienne, et enfin un contexte immédiat de difficultés économiques et politiques rencontrées par le gouvernement de Gabriel Boric.

Tout d'abord, le vote obligatoire, sous peine d'amende, a eu un impact significatif sur l'issue du scrutin. Dans un pays où l'abstention frôle les 50 % sur l'ensemble des élections depuis la suppression du vote obligatoire, 85 % du corps électoral s'est mobilisé pour ce référendum. Ainsi, près de 4,5 millions de personnes n'ayant pas voté lors des élections des dernières années, principalement jeunes et issues des zones les moins favorisées, se sont rendues aux urnes et ont privilégié l'option du rejet¹¹. Bien que fortement hétérogène, ce vote traduit un rejet, au-delà du texte même, des institutions et du système politique dans son ensemble de la part d'un électorat largement dépolitisé et détourné de la politique institutionnelle.

11. O. Avendaño et P. Sandoval, « Plebiscito de salida: ¿Cómo votaron y hacia donde se movieron los electores? », *DiarioUChile*, 15 septembre 2022.

Par ailleurs, le rejet a été nourri par un processus constituant et une Convention délégitimés. Cette dernière a en effet souffert d'un fort discrédit, notamment du fait de scandales ou d'actes extravagants de certains constituants, qui ont érodé son image auprès de la population. De même, la composition sociologique de l'organe constituant, où étaient surreprésentées des catégories socio-professionnelles supérieures et hautement qualifiées, ainsi que son fonctionnement assez similaire à la politique traditionnelle décriée par les Chiliens n'ont pas permis d'entrer en résonance avec les aspirations des secteurs populaires¹².

Le troisième facteur explicatif réside dans le texte lui-même, composé de 388 articles et difficilement compréhensible dans toute la société. Considéré comme « maximaliste » et vecteur de division par de nombreux Chiliens, il a suscité une incertitude dans une large partie de la population. Lors de la campagne préalable au référendum, certaines dispositions

Un texte jugé par beaucoup « maximaliste »

du texte ont été déformées et exploitées par les partisans du rejet, qui ont fait circuler des fausses informations sur les réseaux sociaux et dans les médias – principalement aux mains de la droite –, destinées à alimenter la peur. De l'éradication du drapeau chilien à la fin de la propriété privée, en passant par l'avènement d'une économie collectiviste, le camp du rejet a agité de vieilles lunes anti-communistes que les partisans de l'approbation n'ont pas su efficacement contrer. La reconnaissance de la plurinationalité de l'État, fortement inspirée de la Constitution bolivienne de 2009, ainsi que de systèmes de justice pour les peuples indigènes se superposant à la justice nationale a été largement débattue dans un pays où l'État et les communautés autochtones entretiennent des liens conflictuels depuis le XIX^e siècle. Synonymes de désagrégation de l'unité nationale pour la droite, ces dispositions ne sont pas parvenues à convaincre les principaux intéressés. En effet, les zones du Chili où se concentre la majeure partie des peuples autochtones (notamment l'Araucanie dans le Sud) ont massivement voté contre le projet constitutionnel. Par ailleurs, certaines avancées sociales – telle l'inscription du droit à l'avortement dans un pays qui n'a dépénalisé l'interruption volontaire de grossesse qu'en 2017 – ont généré un fort rejet parmi la droite, les milieux catholiques et évangéliques, au sein d'une société chilienne conservatrice. En outre, rompant avec la Constitution de 1980 qui sanctuarise la subsidiarité de l'État, le projet de texte constitutionnel consacrait une large palette de droits socio-économiques financés solidairement : la création d'un système de sécurité

12. P. Radovic et A. Gomez, « Se busca una explicación: siete razones del triunfo del Rechazo », *La Tercera*, 9 septembre 2022.

sociale, le droit à un logement digne, etc. Cette transformation profonde de la place de l'État dans l'économie vers un rôle plus interventionniste a suscité la crainte d'une partie des Chiliens attachée à un modèle économique qui, en dépit de son caractère inégalitaire, a permis un développement économique certain.

Enfin, quatrième et dernier facteur, le contexte immédiat du scrutin doit également être pris en compte. Le Chili de 2022 est un pays fortement affecté par les effets de la pandémie et de la guerre en Ukraine, qui connaît un important ralentissement économique et un taux d'inflation élevé. Une reprise des conflits dans le Wallmapu, territoire du peuple mapuche dans le Sud du Chili, l'avancée du narcotrafic et les vagues migratoires de ressortissants vénézuéliens dans le Nord nourrissent un fort sentiment d'insécurité, qui fait le lit d'un discours de retour à l'ordre et à la stabilité endossé par les partisans du « non ». Ainsi, dans le Nord confronté aux vagues migratoires, dans le Sud ainsi que dans les zones les plus populaires exposées à la précarité quotidienne, l'option du rejet s'est largement imposée. Face à la difficulté du gouvernement à donner une réponse à ces défis et à mettre en place son programme transformateur, le « non » a donc également pris la forme d'un vote sanction contre Gabriel Boric et son gouvernement.

Au total, ne signifiant pas un refus de changements sociaux profonds mais une opposition à l'alternative proposée, ce rejet témoigne d'une préférence de la société chilienne pour des transformations sociales graduelles ne remettant pas en cause la stabilité du pays. Ce résultat traduit aussi une relation complexe entre des élites – de droite comme de gauche – qui éprouvent des difficultés à interpréter les aspirations populaires et une société qui se détourne toujours plus des formes traditionnelles de la représentation.

Et après le rejet ?

Prenant acte de cet échec, le président Boric a procédé dans la foulée à un remaniement ministériel, orientant le gouvernement plus au centre. Il a toutefois annoncé vouloir poursuivre le processus constituant. La forme que prendra ce processus, à travers une nouvelle Convention élue ou un dispositif impliquant plus largement le Congrès et les partis politiques, reste à déterminer. La droite, dont la frange la plus modérée s'est habilement ralliée à la thèse d'un changement constitutionnel, compte bien peser davantage dans cette nouvelle phase. Quoi qu'il en soit, la société chilienne, désireuse d'une plus grande justice sociale mais dans le même temps largement désenchantée de la politique, devra inventer les termes

d'un nouveau pacte constitutionnel. Celui-ci sera assurément moins ambitieux que le projet refusé et devra être le fruit d'accords plus amples. Dans l'intervalle, la Constitution de 1980 reste en vigueur. La page du passé n'est pas encore tournée au Chili.



Mots clés

Chili
Gabriel Boric
Sebastián Piñera
Convention constitutionnelle